Saint-Genest-Malifaux : finances de la commune

Commune · Loire (42) · 3 056 habitants · tranche 2 000 à 3 499 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Saint-Genest-Malifaux affichait un encours de dette de 907 k€, soit 297 € par habitant, une épargne brute égale à 25 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 1,1 ans.

Dette par habitant
297 €
907 k€ au total

Capacité de désendettement
1,1 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
25 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
830 € / hab.
2,5 M€ au total

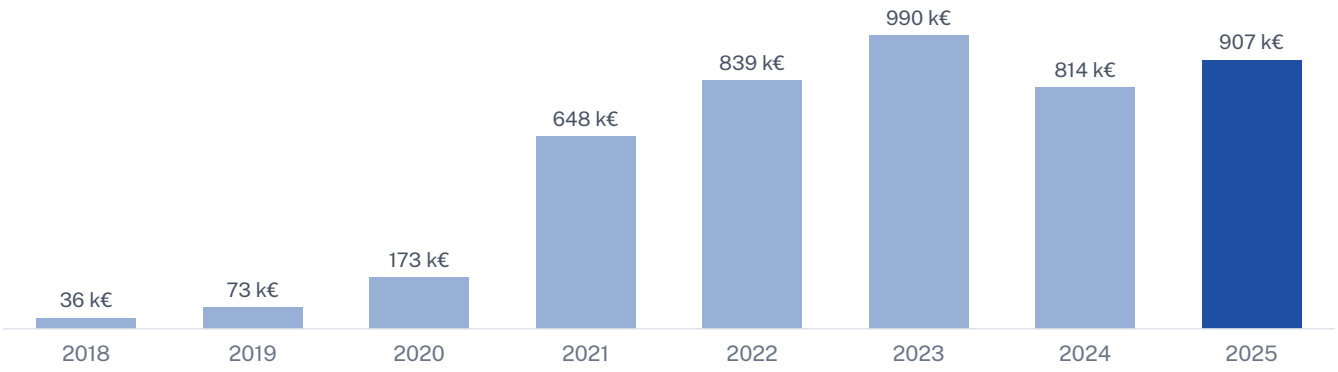
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 2 290 communes de 2 000 à 3 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	830 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	47,1 %	391 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	25 %	277 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	297 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	998 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	476 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 36 k€ en 2018 à 907 k€ en 2025 (+2 420,3 %). Valeur la plus haute : 990 k€ en 2023.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	36 k€	23,7 %	0,1 ans	1,4 M€
2019	73 k€	22 %	0,1 ans	713 k€
2020	173 k€	19 %	0,3 ans	1,1 M€
2021	648 k€	23,1 %	1 ans	1,7 M€
2022	839 k€	12 %	2,3 ans	954 k€
2023	990 k€	15,3 %	2,2 ans	975 k€
2024	814 k€	22,7 %	1,1 ans	1,6 M€
2025	907 k€	25 %	1,1 ans	3 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Saint-Genest-Malifaux	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	297 €	543 €	−45,4 %
Impôts locaux par habitant	476 €	555 €	−14,2 %
Frais de personnel par habitant	391 €	389 €	+0,5 %
Investissement par habitant	998 €	234 €	+326,4 %
Taux d'épargne brute	25 %	14,6 %	
Capacité de désendettement	1,1 ans	3,3 ans	

Jumelles : Le Bar-sur-Loup (06), Polignac (43), Plouër-sur-Rance (22), Sébazac-Concourès (12), Spay (72), Yvrac (33), Châteaugay (63), Saône (25), Pierres (28), Le Vaudreuil (27). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	2 999	3 056	+1,9 %	+0,9 %
Dette par habitant	24 €	297 €	+1 120,7 %	−15,9 %
Impôts locaux par habitant	399 €	476 €	+19,2 %	+25,1 %
Frais de personnel par habitant	358 €	391 €	+9,3 %	+20,9 %
Taux d'épargne brute	22 %	25 %	+3 points	−1,5 point
Capacité de désendettement	0,1 ans	1,1 ans	+1 an	−0,4 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		3 073 €		1 955 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Saint-Genest-Malifaux	Comparaison
Habitants (2023)	2 921	+0,1 % depuis 2012 (département : +2,7 %)
65 ans ou plus (2023)	24,6 %	département : 23,3 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1,4 pour 100 habitants	département : 5,1
Salariés du secteur privé (2025)	369	−2,9 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	282	−11 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	122,6	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

1 200 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 690 emplois, soit 54 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	2,4 %	1,4 %	1,3 %	4,2 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	9,2 %	7,3 %	6,6 %	12 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	21,2 %	14,2 %	20,1 %	10,6 %
Professions intermédiaires	25,1 %	27,3 %	26,4 %	18,4 %
Employés	26 %	26,2 %	26,1 %	37 %
Ouvriers	16,2 %	23,7 %	19,5 %	17,8 %

Professions les plus exercées par les habitants : Loire (42)

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	6 730	2,2 %
Infirmiers en soins généraux salariés	6 380	2,1 %
Secrétaires, employés de la bureautique	4 970	1,6 %
Agents de service des établissements de santé	4 810	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	4 800	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	4 560	1,5 %
Ouvriers du nettoyage	4 130	1,3 %
Conducteurs de poids lourds	4 100	1,3 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	3 810	1,2 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	3 620	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	3 410	1,1 %
Ouvriers peu qualifiés du second ?uvre du bâtiment	3 240	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Loire (42)) : 17 419 au moins, dont 50,3 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Professionnels de l'animation socioculturelle	826	63,7 %
Aides-soignants	747	86,3 %
Viticulteurs, arboriculteurs	741	29,7 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	647	90,7 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	638	53 %
Employés de libre service	533	17,6 %
Serveurs de cafés restaurants	443	44,7 %

Métier	Projets	Difficiles
Agents d'entretien de locaux	407	43 %
Agriculteurs	385	34,8 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	346	17,6 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Saint-Genest-Malifaux
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	1,1 M€ pour 11 projets
Par habitant	355 € (communes de même taille : 182 € ; département : 148 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	20,3 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2025	DETR	Construction d'un espace de loisirs et de vie sociale intergenerationnel et multi-activites	348 085 €
2024	DETR	Travaux de renovation energetique et de remplacement du systeme de chauffage de l'ecole de l'etang et creation d'un reseau de chaleur avec l'espace jules verne - phase 2	123 819 €
2023	DETR	Mise en conformité électrique et renaturation de la cour de l'école de l'Etang	45 705 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.